

situation politique normale. Pour en arriver à une situation politique normale, il va bien falloir créer une situation telle qu'il n'y ait plus besoin de faire surveiller par des observateurs internationaux les processus de politique intérieure de ce pays, qu'il s'agisse de la recherche d'un équilibre politique à l'intérieur de ce pays, ou du déroulement de ses affaires courantes, ou de la conduite de ses élections.

C'est justement pourquoi le Canada assistera à cette conférence. Le Canada, cela va sans dire, n'a aucun intérêt national propre à promouvoir, ni au Viêt-Nam, ni dans cette conférence. Notre seule raison d'y être, c'est que pour la période initiale de soixante jours, nous sommes membres de la Commission internationale au Viêt-Nam. C'est d'ailleurs en bonne partie l'évolution de cette conférence qui contribuera à déterminer si nous resterons au Viêt-Nam plus longtemps que cela. Quand cessera notre présence au Viêt-Nam, nos liens avec cette conférence, ainsi qu'avec ses décisions et ses obligations, seront également terminés.

Je vais donc à Paris dans un but clair et précis, et je voudrais que tous les Canadiens comprennent ce but avec la même clarté. Si nous allons à Paris, ce n'est pas pour nous porter juges des accommodements politiques et militaires au Viêt-Nam; ce n'est pas davantage pour évaluer les mérites des accords qui ont été signés à Paris le mois dernier, ni pour nous porter garants de ces accords ou de leur exécution. Si nous allons à Paris, c'est pour faire